

«En nous tirant dessus, ils ont voulu nous faire taire»: le récit d'un collègue de Shireen Abu Akleh

Article publié sur RFI, le 16 septembre 2022

<https://www.rfi.fr/fr/moyen-orient/20220916-en-nous-tirant-dessus-ils-ont-voulu-nous-faire-taire-le-r%C3%A9cit-d-un-coll%C3%A8gue-de-shireen-abu-akleh>

par Sami Boukhelifa

Après quatre mois de tergiversations, l'armée israélienne a fini par reconnaître la semaine dernière sa « *probable* » responsabilité dans la mort de Shireen Abu Akleh. Cette Palestino-américaine, reporter vedette d'Al Jazeera, a été abattue d'une balle dans la tête en mai 2022, à Jénine, en Cisjordanie occupée. RFI s'est rendue sur les lieux du drame avec Ali al-Samoudi, un collègue de la journaliste, blessé également.

Depuis la mort de Shireen Abu Akleh, une multitude d'enquêtes menées par des médias internationaux, et par l'ONU également, ont incriminé Israël. Plus encore, dès les premiers instants qui ont suivi sa mort, des journalistes palestiniens présents sur place ont confirmé la responsabilité d'Israël. Mais l'État hébreu avait engagé une véritable bataille de communication pour dédouaner son armée. « *J'étais le premier sur les lieux ce matin-là. Je me suis renseigné pour savoir où se trouvait l'armée israélienne et où se déroulaient les affrontements avec les groupes palestiniens. Là-bas se trouvaient des blindés israéliens, au niveau de cette voiture jaune en face de nous* », rapporte Ali al-Samoudi.

RFI : Le blindé de l'armée israélienne était à peu près à 300-400 mètres d'ici ?

Ali al-Samoudi : Plutôt 200 mètres. Leur sniper peut bien sûr voir jusqu'à 3 000 mètres. Nous étions habillés en journalistes : casque et gilet pare-balles, avec la mention « PRESS », en anglais. Nous nous sommes alors mis à découvert durant cinq minutes devant l'armée, pour laisser aux soldats le temps de nous identifier. Évidemment, en tant que journalistes palestiniens, nous ne travaillons pas en coordination avec l'armée israélienne. Sur le terrain, nous communiquons via des signaux. Durant cinq minutes, nous sommes restés à découvert devant les soldats à attendre leurs instructions. Nous vivons sous occupation. Nous savons que la vie d'un Palestinien n'a aucune valeur pour l'armée israélienne. Et donc, nous nous conformons toujours aux consignes de l'armée.

Comment avez-vous su que l'armée israélienne vous avait bien identifiés ?

Nous sommes restés longtemps à découvert devant les soldats. On parle de l'armée israélienne, une armée moderne et suréquipée. Comme les soldats ne nous ont pas demandé de quitter la zone, nous nous sommes engagés dans la rue où ils étaient. À ce moment-là, la rue était déserte. Il n'y avait ni affrontements, ni groupes armés palestiniens. Et donc, alors que nous marchions vers les soldats, il y a eu un premier tir. J'étais en tête de cortège. Je me suis retourné, et j'ai dit à Shireen qui était juste derrière moi : « *L'armée tire. On doit quitter la zone.* » Je n'ai pas eu le temps de finir ma phrase... J'ai senti comme une explosion dans mon dos. J'ai su qu'on m'avait tiré dessus.

Shireen a alors crié : « *Ali est touché !* »

La balle suivante était pour elle. Elle est tombée ici, à cet endroit. C'est là qu'elle est morte.

Quel est l'intérêt d'Israël de cibler des journalistes. Et surtout des journalistes qui travaillent pour des médias internationaux ?

Ce n'est pas le sniper israélien qui nous a tiré dessus qui a tué Shireen. C'est son commandant. Le soldat ne prend pas d'initiative. Il applique les ordres. L'armée d'occupation israélienne nous a tiré dessus parce qu'elle ne souhaitait pas qu'il y ait une couverture médiatique de son opération. Nous, journalistes, nous exposons au grand jour les violations commises par les forces d'occupation israéliennes. En nous tirant dessus, ils ont voulu nous faire taire au moment où ils menaient une opération d'envergure à Jénine.

Vous avez aussi été blessé. Est-ce que c'est toujours douloureux pour vous ?

C'est la septième ou huitième fois de ma carrière que je suis atteint par un tir israélien. Je vis dans une peur et un stress permanents. Sous le regard du monde entier, Israël a tué Shireen, et moi, j'ai échappé à la mort comme par miracle. On m'a tiré dessus... j'ai eu de la chance. Car ils ont visé mon cœur, et c'est au moment où je me suis retourné que la balle m'a atteint dans le dos. L'armée israélienne filme toutes ses opérations. Généralement, ils en publient même des extraits. Je les mets au défi de diffuser les images de cette opération-là. Mais ils ne le feront pas, parce que cela prouvera clairement leur culpabilité.

Ce n'était pas une bavure ?

Non. La preuve, après m'avoir touché, ils ont continué de tirer et ont fini par tuer Shireen. Shireen était une collègue, une amie, une sœur. Nous avons travaillé ensemble durant 25 ans. Le jour de sa mort, c'est moi qui l'ai réveillée. Je l'ai appelée pour lui dire qu'une opération de l'armée était en cours. Elle avait commencé sa journée en disant : « *Bonjour Ali.* » Ses derniers mots ont été : « *Ali a*

été touché. » Elle a crié pour demander qu'on m'aide. Elle s'est sacrifiée pour une cause juste. Elle a été tuée de sang-froid. Elle est la voix de la Palestine qu'on ne fera pas taire. Nous avons un slogan aujourd'hui : « Shireen est en vie. La couverture se poursuit. »

Merci beaucoup.

Adieu Shireen Abu Akleh. Paix à son âme.

Massacres de Sabra et Chatila : 40 ans déjà ! Ni oubli, ni pardon !

Comité Action Palestine, le 15 septembre 2022

L'histoire de l'entité coloniale nommée Israël n'a été qu'une longue et sombre histoire de guerres, de massacres et de spoliation. Du 15 au 18 septembre 1982, les habitants palestiniens et libanais des camps de réfugiés de Sabra et Chatila dans la partie occidentale de Beyrouth sont encerclés et méthodiquement massacrés par l'armée israélienne sous commandement d'Ariel Sharon et les milices chrétiennes libanaises. On parle alors de 3000 victimes mais les chiffres, faute d'enquête indépendante, apparaissent très en deçà de la réalité. Comme à leur habitude, les sionistes couvrent l'histoire de leur voile de mensonges. L'intervention dans les camps de Sabra et Chatila aurait eu pour objectif de démanteler les structures opérationnelles de l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP). Mais dès le 1er septembre 1982, les 11 000 combattants de l'OLP avaient quitté Beyrouth. L'objectif inavoué, avéré, du bain de sang prémédité et

perpétré par les sionistes et les phalangistes était de terroriser les réfugiés palestiniens pour les éloigner davantage de la terre de Palestine et faire du droit au retour un droit totalement illusoire. Il fallait avant tout briser toute capacité et velléité de résistance des réfugiés palestiniens contre l'occupant sioniste.

Soixante-quatorze ans après leur expulsion de leur terre et de leurs maisons lors de la création de l'Etat d'Israël, plus de sept millions de réfugiés palestiniens à travers le monde attendent, de génération en génération, l'application de la résolution 194 de l'ONU qui garantit leur droit au retour sur leurs terres en Palestine. Beaucoup vivent toujours dans des camps, en Palestine même, et dans les pays arabes limitrophes comme le Liban, la Syrie et la Jordanie. Pourtant qui parle d'eux ? Qui exige que justice soit rendue ?

En exil, les réfugiés palestiniens gardent pourtant l'intime conviction que leur retour dans leurs foyers en Palestine est proche. Et partout dans le Monde, le peuple palestinien reste déterminé. Il n'accepte ni les compromissions ni les concessions, refusant ainsi l'attentisme et le statu quo des organisations politiques. La résistance acharnée à Gaza et en Cisjordanie face à l'armée sioniste et aux colons en témoigne. Dans les prisons, les résistants poursuivent aussi sans relâche leur combat. Les Palestiniens nous indiquent la voie à suivre.

Nous, membres du Comité Action Palestine, sommes à leurs côtés pour réaffirmer que la Palestine est arabe, et soutenir leur lutte jusqu'à la victoire de la résistance et la satisfaction des revendications légitimes :

- La condamnation du sionisme comme mouvement politique colonialiste et raciste.
- Le soutien inconditionnel à la résistance du peuple palestinien et à son combat pour son autodétermination et son indépendance nationale.
- La reconnaissance du droit inaliénable au retour de tous les réfugiés chez eux.

►La libération de tous les résistants emprisonnés.

En attendant le retour

Exposition de dessins d'enfants palestiniens réfugiés au Liban et soirée débat

Du 20 au 24 septembre Halles des Douches à Bordeaux (de 14h00 à 20h00)

Le 22 septembre à 19h00 (même lieu): Projection-Débat du film de Mai Masri « les Enfants de Chatila »

Soixante-quatorze ans après leur expulsion de leur terre et de leurs maisons lors de la création de l'Etat d'Israël, plus de sept millions de réfugiés palestiniens à travers le monde attendent, de génération en génération, l'application de la résolution 194 de l'ONU qui garantit leur droit au retour sur leurs terres en Palestine. Beaucoup vivent toujours dans des camps, en Palestine même, et dans les pays arabes limitrophes comme le Liban, la Syrie et la Jordanie.

A l'occasion du 40ème anniversaire des massacres de Sabra et Chatila au cours desquels les phalangistes libanais et l'armée israélienne ont massacré plus de 3000 Palestiniens et Libanais, hommes, femmes et enfants des camps de Sabra et Chatila, le Comité Action Palestine donne la parole aux descendants des victimes, au travers cette exposition de dessins d'enfants réfugiés palestiniens au Liban. Les dessins ont été mis à disposition du Comité Action Palestine par l'organisation palestinienne Beit Atfal Assumud, qui travaille au quotidien avec les enfants des camps et leurs familles.

Le jeudi 22 septembre, à 19h00, sera projeté le film « les

enfants de Chatila » de la réalisatrice palestinienne Maï Masri. La projection sera suivie d'un échange pour mieux comprendre qui sont les réfugiés palestiniens et leur principale revendication qui est leur retour en Palestine. »

<https://www.facebook.com/events/329625335988086/?ref=newsfeed>

Liberté pour Georges Ibrahim Abdallah

Ne laissons plus faire ! Mobilisation générale pour la libération de Georges Abdallah !

22 septembre – 22 octobre 2022 : mois international d'actions pour sa libération !

« Depuis le tout début des années 1970, la liquidation de la révolution palestinienne est à l'ordre du jour des forces impérialistes et de leurs affidés réactionnaires régionaux. Les guerres et les massacres se sont succédé depuis et les masses populaires y ont fait face avec les moyens et les capacités disponibles...bien que la révolution ait été tiraillée (elle l'est toujours aujourd'hui) entre deux pôles : l'un cherchant à tout prix les négociations et les concessions sans fin et l'autre s'attachant à la résistance par tous les moyens et particulièrement la lutte armée. D'innombrables batailles ont été livrées, certaines ont été perdues, d'autres ont été gagnées, mais dans l'ensemble et en dépit de toutes les pertes et en dépit de toutes les erreurs, les masses populaires ont pu consolider certaines réalisations dont personne ne peut aujourd'hui en contester la portée stratégique ». (Déclaration du 27 juin 2020)

Cette parole de Georges Abdallah – comme tant d'autres –

résumant bien à elle seule son identité politique, son parcours de lutte, ses combats avec ces innombrables batailles qu'il a menées avec les forces révolutionnaires palestiniennes et libanaises et durant toute sa vie, en faveur de la juste et légitime cause du peuple palestinien, sans concessions, sans trahisons mais bien toujours en soutien actif à « l'autre pôle » : « celui de la résistance par tous les moyens et particulièrement la lutte armée » pour la libération de la Palestine, toute la Palestine parce que « la Palestine ne peut que vaincre ! La Palestine vaincra ! » (12 octobre 2019)

Cette ligne et cette action politiques, Georges Abdallah les a toujours revendiquées, défendues, sans jamais se renier. Et alors que la justice, elle, a déjà autorisé par deux fois sa libération (en 2003 puis en 2013), c'est bien là la raison principale de l'acharnement de l'Etat français dans son refus de libérer ce résistant – lui qui selon la DST, déjà en 2007, représenterait « une menace pour la sécurité » de la France et dont « les convictions anti-impérialistes et anti-israéliennes sont restées intactes ».

Face à cette obstruction politique de l'Etat français, après 38 ans de détention et alors qu'il est libérable depuis 1999, Georges Abdallah poursuit inlassablement son combat politique alors que parallèlement la mobilisation pour sa libération s'amplifie année après année sur le plan national mais aussi à l'étranger. Ce soutien construit pas à pas se mène « dans la diversité des expressions » sur tous les fronts en exprimant notre entière solidarité avec notre camarade partout où nous sommes et inscrit sa libération « dans la dynamique globale des luttes en cours ».

Cette mobilisation a ses rendez-vous unitaires pour toujours plus coordonner la lutte et intensifier le rapport de force : le prochain est celui du « mois international d'actions pour la libération de Georges Abdallah » où durant un mois, du 22 septembre au 22 octobre 2022, nous appelons toutes les forces solidaires progressistes et révolutionnaires en France et sur le plan international à s'engager en actions contre « la politique d'anéantissement dont font l'objet les protagonistes

révolutionnaires » et en l'occurrence Georges Abdallah. Partout où nous sommes, durant ce mois, ne laissons pas un espace politique vacant sans que l'exigence de la libération de notre camarade ne soit imposée à l'ordre du jour ; partout où nous sommes, durant ce mois, faisons entendre devant tous les représentants de l'État français (ambassades, consulats, ministères, préfectures, assemblées départementales, régionales, nationale et sénatoriale) l'impérative nécessité de faire signer par le ministre de l'Intérieur l'arrêté d'expulsion conditionnant la libération de Georges Abdallah ! Partout où nous sommes, durant ce mois, ne laissons pas un espace public libre où ne soient données à voir la situation de notre camarade et notre exigence de le voir libéré.

Que mille initiatives solidaires fleurissent, du 22 septembre au 22 octobre 2022, pour faire pression sur l'Etat français et exiger la libération de Georges Abdallah ! Que mille initiatives fleurissent durant ce mois pour que soit entendu et réalisé ce qu'il a énoncé dans sa dernière déclaration de 18 juin dernier à l'occasion de la célébration de la journée internationale du prisonnier révolutionnaire : « peut-être serait-il temps que cette journée soit destinée à interpeller et encourager les forces vives de la révolution et ses avant-gardes combattantes, afin qu'elles mettent en œuvre toutes les mesures nécessaires à l'expression pratique de la ferme détermination d'arracher nos camarades aux griffes de leurs criminels geôliers ! ».

L'acmé de cette mobilisation sera à Lannemezan la manifestation du 22 octobre 2022 à partir de 14h, pour que nous soyons toujours plus nombreux à « quelques mètres de ces abominables murs » à faire résonner, par-delà les barbelés et les miradors, l'écho de nos slogans et faire entendre à notre camarade et à ses geôliers notre détermination à ne rien lâcher jusqu'à sa libération.

ABDALLAH, ABDALLAH, TES CAMARADES SONT LÀ !

GEORGES ABDALLAH EST DE NOS LUTTES, NOUS SOMMES DE SON COMBAT
!

PALESTINE VIVRA ! PALESTINE VAINCRA !

LIBERTÉ POUR GEORGES ABDALLAH 1

Paris, le 5 septembre 2022

Campagne unitaire pour la libération de Georges Abdallah

campagne.unitaire.gabdallah@gmail.com

Facebook : pour la libération de Georges Abdallah

Premiers signataires :

Campagne unitaire pour la libération de Georges Abdallah – Collectif pour la libération de Georges Ibrahim Abdallah (C.L.G.I.A) – Collectif révolutionnaire internationaliste pour la libération des prisonniers révolutionnaires (le CRI Rouge) – le Comité d'actions et de soutien aux luttes du peuple marocain – Comité de défense populaire de Tunisie – Car t'y es Libre (Istres) – Poitiers Palestine – Association Nationale des Communistes (ANC) – Union juive française pour la Paix (U.J.F.P) – AFPS 63 – Collectif 74 pour la libération de Georges Abdallah (Clga74) – Front Uni des Immigrations et des Quartiers Populaires (FUIQP) – L'Union Syndicale Solidaires 31 – Le Comité Action Palestine – Couserans Palestine – International Solidarity Movement – France (ISM-France) – Nouvelle Epoque – Ligue de la Jeunesse Révolutionnaire – Jeunes révolutionnaires – Comité tunisien pour la libération de Georges Abdallah – SRI (socorro rojo internacional) – ATIK (Confédération européenne des travailleurs turcs en Europe) – UPOTUDAK (Comité international de solidarité avec les prisonniers politiques) – Plate-forme Charleroi-Palestine – l'Appel belge pour la libération de Georges Ibrahim Abdallah – CAPJP0 EuroPalestine – Union syndicale Solidaires – Le Collectif Palestine Vaincra – Samidoun Région Parisienne – Réseau de solidarité avec les prisonniers palestiniens Samidoun – Parti des Indigènes de la République (PIR) – Secours Rouge arabe – La Compagnie Jolie Môme – AFPS d'Albertville – PMN Editions – Rete dei Comunisti

<https://www.facebook.com/events/448491880579300/?ref=newsfeed>

Solidarité avec Khalil Awawdeh : la résistance ne s'emprisonne pas !

Comité Action Palestine, 18 août 2022

Khalil Awawdeh est détenu par l'entité coloniale sioniste depuis décembre 2021 sans procès ni charge contre lui. Comme lui, 670 Palestiniens sont maintenus en détention administrative. Au total, il y a actuellement 4450 résistants palestiniens dans les geôles de l'occupant. Pour protester contre sa détention arbitraire, il a entamé une grève de la faim depuis plus de 160 jours. Il est actuellement dans un état critique. Il devait être libéré dans le cadre de l'accord de cessez-le-feu établi par l'intermédiaire de l'Egypte entre la Résistance palestinienne et l'entité sioniste début août. Pourtant le tribunal de l'occupant a rejeté lundi dernier l'appel pour sa libération, démontrant une fois de plus la trahison de l'ennemi.

Le combat que mène Khalil Awawdeh et sa libération exigée par la Résistance palestinienne prouvent encore une fois que la résistance des prisonniers fait partie intégrale du mouvement de libération de la Palestine. Beaucoup d'entre eux sont des responsables politiques. De ce fait, ils jouent un rôle de premier ordre dans la résistance. Les prisonniers palestiniens ne luttent pas seulement pour améliorer leurs conditions de détention, mais ils agissent également au nom de la lutte de tous les Palestiniens pour la justice et l'autodétermination. Cette résistance témoigne de l'organisation parfaite des prisonniers pendant leur incarcération, malgré la férocité du système carcéral colonial.

Une des formes majeures de résistance et de protestation dans les prisons est la grève de la faim. Souvent organisées en coordination avec des manifestations à l'extérieur, les différentes grèves de la faim se sont avérées très efficaces. Elles ont permis de gagner de nombreuses batailles pour les prisonniers et de populariser la cause palestinienne.



4 Palestinian prisoners on hunger strike behind Israeli bars



Aujourd'hui, il y a 4 prisonniers palestiniens en grève de la faim dans les geôles israéliennes

Parmi les plus importantes grève de la faim, on peut citer la grève ouverte de Asqalan (1976) qui dura 45 jours et celle de

Jneid (1987) qui dura 20 jours. Les deux s'étendirent à toutes les prisons. La grève générale de 2004 dura, elle, 19 jours. Des appels à la grève générale des prisonniers sont lancés régulièrement. Le mouvement est suivi dans l'ensemble des prisons sionistes. Les prisonniers protestent, entre autres, contre les conditions inhumaines imposées à leurs familles lors des visites, contre la suppression d'accès à des moyens d'information indépendants, pour l'autorisation de passer les examens du baccalauréat pour tous, et enfin pour le suivi régulier des prisonniers malades et gravement atteints, suite aux mauvais traitements et aux négligences médicales intentionnelles. Ces dernières années, plusieurs prisonniers en détention administrative ont, au péril de leur vie, gagné leur liberté en menant de longues grèves de la faim qui ont fait céder l'occupant.

Nous, Comité Action Palestine, apportons tout notre soutien à Khalil Awawdeh et aux prisonniers palestiniens et à leur résistance. Nous sommes porteurs de toutes leurs revendications et notamment celle de leur libération, comme celle de leur terre ! Vive la Palestine ! Force et Honneur au Peuple Palestinien !

Photos: Palestineonline <https://www.facebook.com/OnlinePalEng/>

« Les versets sataniques » et littérature impérialiste

Comité Action Palestine, 15 août 2022

Salman Rushdie, auteur des « Versets sataniques », a été agressé le 12 août dernier. Son ouvrage publié en 1988 avait été considéré comme injurieux par de nombreuses personnes, et

pas uniquement dans le monde musulman. Menacé de mort par les autorités iraniennes, il a vécu sous haute protection depuis.

Pour le Comité Action Palestine, la liberté d'expression est un droit fondamental de tout être humain. On ne peut tuer la pensée en tuant celui qui en est l'auteur. Dans ce court texte, il s'agit de contextualiser une œuvre littéraire dans le champ des rapports de forces géopolitiques de l'époque de sa parution, conçue par son auteur comme une contribution politique à ce rapport de forces.

Certains lecteurs ont dit des «Versets sataniques » que c'est un mauvais roman. Un roman craché pour provoquer. Mais pourquoi diable Salman Rushdie provoquerait-il ? Il nous semble que personne n'a souligné la naissance bourgeoise, très bourgeoise de ce mauvais écrivain. A l'époque de sa parution, la contestation islamique est portée essentiellement par les classes populaires : en Algérie, en Palestine, en Tunisie, en Indonésie et partout où il y a un musulman. Dix ans plus tôt, les classes populaires iraniennes se sont alliées à une partie de la bourgeoisie pour mettre à bas le régime dictatorial et pro-occidental du Shah. Partout prenait force une sorte de théologie de libération islamique. Depuis 1987, la révolution palestinienne prenait également un cours nouveau. Avec la première Intifada, les Palestiniens défiaient avec courage, sûrs de leurs droits, l'Etat sioniste. C'est dans ce contexte géopolitique qu'il faut mesurer la vision du monde de Salman Rushdie qui, comme la plupart des bourgeoisies des pays du Sud, singeaient la bourgeoisie occidentale et développaient un mépris de classe, voire une haine de classe déguisée en critique religieuse. En somme Salman Rushdie a fait une guerre de classe à des centaines de millions de musulmans dans le monde. A cette époque, les classes populaires avaient bien compris que les « Versets sataniques » étaient une contribution supplémentaire à cette lutte de l'Occident hégémonique contre les pays du Sud. Et comment l'Occident pouvait-il mieux agir sinon que par l'entremise de cette

bourgeoisie issue de ces pays du Sud ? Et ce dernier continue encore en publiant d'autres mauvais écrivains d'origines diverses qui n'ont cessé de s'aplatir et faire commerce ici en Occident d'une pensée anti-populaire sous prétexte de lutte contre l'intégrisme. Des vendus de classes. Quand l'Occident parle de fanatisme, il a oublié de fermer sa bouche. Il est maître dans l'art du fanatisme et encore aujourd'hui, il persévère dans ce fanatisme de l'argent roi qui détruit hommes et nature.

Photo :
<https://www.pexels.com/fr-fr/photo/pages-sur-un-livre-ouvert-415071/>

Attaques de Gaza : le sionisme dans l'impasse

Comité Action Palestine, le 8 août 2022

Après trois jours de bombardements intenses à Gaza, faisant des dizaines de morts et des centaines de blessés, Israël s'est résolu à signer un cessez-le-feu avec le Djihad Islamique, sous l'égide de l'Egypte. La cible de ces bombardements n'était pas le Hamas, comme habituellement, mais la résistance incarnée par le Djihad Islamique. Les agressions de grande envergure se répètent de plus en plus fréquemment. La précédente a eu lieu au printemps 2021. Que signifie cette évolution militaire côté entité sioniste ? Qu'est-ce qui pousse l'Etat sioniste à montrer si souvent les muscles ? S'il lui en reste encore, il n'a plus la vitalité d'antan.

Depuis sa défaite cuisante au Liban en 2000, le mythe de l'invincibilité de l'Etat sioniste est tombé. Toutes les

attaques qui ont suivi au Liban ou à Gaza se sont soldées par une succession de défaites. Si à chaque fois les forces militaires sionistes frappent fort, elles n'atteignent jamais les objectifs politiques fixés. Vendredi dernier, l'objectif était de décapiter le Djihaad Islamique. L'assassinat d'un responsable et l'arrestation de plusieurs membres de cette organisation devaient être présentés comme un trophée à une population israélienne chauffée à blanc contre les Palestiniens et demandant à être rassurée face à cette révolution palestinienne qui ne s'arrête jamais.

Mais l'Etat sioniste se berce d'illusions et avec lui, les Israéliens. Il a réussi à éliminer des résistants, mais pas la résistance. Il a tué des hommes, des femmes et des enfants, mais il a renforcé la vitalité révolutionnaire du peuple palestinien. Tant que la révolution vivra, elle trouvera des Hommes à la hauteur pour la conduire sur le chemin de la libération. L'entité coloniale a assassiné de grandes figures de la révolution, tels que Yasser Arafat ou Cheikh Yassine, mais le problème reste entier pour les sionistes.

Ces derniers font face à une équation très complexe. Échouant à défaire la résistance palestinienne, leurs faiblesses apparaissent au grand jour. Ils sont incapables de trouver un compromis durable entre forces politiques, alors que la résistance, de son côté, s'unifie en prenant son temps, parce qu'elle a le temps pour elle. Lors des attaques du mois de mai 2021, la résistance a parlé d'une seule voix : les territoires palestiniens, Gaza, Cisjordanie, Palestine de 48, se sont mobilisés pour faire face à l'énième agression contre Gaza et protester contre les expulsions des familles à Al Qods.

L'Autorité palestinienne, qui n'a d'autorité que le nom, ne parvient pas à remplir sa fonction de sous-traitant sécuritaire pour Israël. Elle est débordée par la résistance qui se renforce. En Cisjordanie, les confrontations violentes avec l'ennemi sioniste sont récurrentes. Ironie de l'Histoire, l'entité sioniste est obligée d'intervenir pour faire le

boulot de l'Autorité palestinienne. Les Accords d'Oslo ne sont plus d'aucune utilité. S'ils devaient réduire à néant la volonté indestructible d'autodétermination du peuple palestinien, l'écart est grand entre les résultats escomptés et ceux obtenus. Bilan : zéro. Mais on ne repart pas de zéro. L'Histoire a nécessairement fait son travail.

La situation n'est plus celle qui a prévalu lors de la signature des Accords d'Oslo. Les leaders de la résistance ont raison de dire qu'ils font face à un ennemi stupide qui ne prend leçon de rien. Non seulement le peuple palestinien a compris, après les erreurs de certains de ses leaders, que les constances nationales doivent être défendues sous l'étendard de l'unité, mais de surcroît, toutes les villes occupées en Palestine de 48 sont à portée des missiles palestiniens. L'obsession sécuritaire des colons est mise à mal. Nulle part, ils ne se sentent désormais en sécurité. Tous les mythes et les illusions sionistes tombent sous les coups politiques et militaires de la résistance. Il ne leur reste qu'à accepter la volonté populaire palestinienne ou à fuir à l'instar du parrain américain qui, il y a peu, a fui d'Afghanistan sans demander son reste. Les défaites successives du protecteur américain ne sont pas pour rassurer la société coloniale. L'affaiblissement de la zone occidentale dans le monde contribue à désespérer les sionistes.

Cette dernière victoire qui a contraint les sionistes à signer un accord seulement trois jours après le début des hostilités va redoubler cette désespérance et donner de quoi espérer aux Palestiniens. La victoire n'est pas proche. Elle est là. Chaque petite victoire prépare la paix en Palestine. Pas de paix sans résistance armée. Force et honneur au peuple palestinien.

Macron en Afrique : les dernières gesticulations coloniales

Dans sa tentative désespérée de défendre les intérêts du capitalisme français en Afrique, Emmanuel Macron s'est récemment illustré lors de sa « tournée africaine » par son arrogance coloniale comme tous ses prédécesseurs mais à cette différence historique près qui est de taille : la présence française en Afrique est largement contestée avec une perte d'influence jamais constatée auparavant. Ce qui donne l'impression d'un Président français qui piétine les normes diplomatiques minimales, insultant les officiels africains en les traitant d'hypocrites parce qu'ils ne s'alignent pas sur la position occidentale dans la guerre en Ukraine.

Se croyant encore à l'âge d'or du colonialisme français, Emmanuel Macron veut toujours tenir le rôle du maître sans se rendre compte du décalage historique : les Africains ont pleinement conscience des dégâts coloniaux causés par la France et, à ce titre, la détestation de ce pays est à un point culminant. Les Africains veulent définitivement s'affranchir de toute tutelle coloniale, mais Macron fait mine de ne pas savoir que l'empire français n'est plus, ni sous sa forme coloniale ni sous forme néocoloniale. Il est presque pathétique de voir le président français s'agiter ainsi dans le tourbillon violent et parfois salutaire de l'Histoire...

Alors qu'il joue le professeur de morale en Afrique, il est celui qui, le 29 juillet, recevait Mohamed Ben Salman, un dictateur qui découpe ses opposants en petits morceaux. Il est celui dont la police tue en toute impunité dans les quartiers populaires et éborgne les gilets jaunes. Il est celui qui réprime toute opinion jugée différente ou subversive et dissout les associations. Il est bien le chef d'un Etat qui a

exterminé des dizaines de milliers de résistants camerounais dans les années 1960, qui a participé, au moins indirectement, au génocide des Tutsis au Rwanda, qui a orchestré l'assassinat de dizaines de militants de l'autodétermination des peuples dont Thomas Sankara. Encore aujourd'hui l'Etat français massacre à l'arme lourde les manifestants africains qui dénoncent leurs dirigeants sous tutelle française, bombarde les opposants au dictateur tchadien.

S'il y a hypocrisie, ce serait sans conteste celle du président français. Cette arrogance de plus en plus décomplexée, c'est celle d'une puissance coloniale en déclin rapide qui ne veut et ne peut lâcher son influence. Car elle a largement forgé sa puissance économique et sa prospérité sur le pillage du continent africain. Mais aujourd'hui, les intérêts du capitalisme français sont en Afrique partout ébranlés, ses entreprises ciblées par une population locale consciente politiquement, sa présence militaire contestée.

Objet de rejet et humiliée au Mali où l'armée française doit déguerpir sous la pression de la rue, la France n'a plus qu'une option face à cette perte de légitimité : la violence comme lors du meurtre de trois manifestants au Niger fin novembre 2021, lors du passage d'un convoi de l'opération « Barkhane » bloqué de nombreux jours au Burkina Faso par une jeunesse révoltée par les méfaits coloniaux de la France.

La comédie du « racisme anti-blanc » ne trompe personne : les peuples africains rejettent des relations d'échanges au seul bénéfice de la France. Les gesticulations arrogantes sous le régime macroniste sont une maladie du colonialisme en décomposition accélérée à laquelle nous assistons aujourd'hui. Sous couvert d'une pseudo « lutte contre le terrorisme », il s'agit en réalité de préserver les intérêts français au détriment des peuples africains en fournissant les outils de répression à des dirigeants africains collaborationnistes et sans légitimité populaire.

Que cela soit en France, en Afrique ou en Palestine, Emmanuel Macron et ses fidèles alliés combattent, en vain, la révolution en cours contre l'ordre colonial et capitaliste. Le chef de l'Etat français peut insulter les gens, mais pas l'Histoire.

Comité Action Palestine, 5 août 2022

L'expulsion de l'imam Hassan Iquioussen : l'extrême droite est au pouvoir !

Le 28 juillet le ministre de l'intérieur annonce que l'imam Hassan Iquioussen sera expulsé sans autre forme de procès. Rien d'étonnant dans les circonstances actuelles où la répression politique s'intensifie dans le contexte d'une crise économique qui s'aggrave et annonce des troubles et des violences politiques certains. Mais comme dans toute crise, il faut savoir faire diversion et surtout savoir concurrencer son adversaire politique d'extrême droite. Et en matière de pratiques politiques d'extrême droite le pouvoir actuel a quelques ressources.

Depuis le discours d'Emmanuel Macron aux Mureaux sur le « séparatisme islamiste », le rouleau compresseur de l'islamophobie est remis en marche dans la pure tradition coloniale et raciste à la française. La « loi séparatisme » est une injonction venue d'en haut et somme tous les musulmans d'accepter leur subordination à une lecture religieuse définie par le pouvoir. L'Etat laïc endosse les habits du théologien : il administre la sphère religieuse musulmane en imposant les règles d'organisation du culte, la tenue vestimentaire, les

porte-paroles légitimes et les théologiens solubles dans la République. De ce point de vue, il agit comme les dictatures du monde arabe. Contrôler le religieux pour contrôler le peuple. L'Etat laïc français fait dans le trafic d'opium du peuple.

Selon E. Macron, la loi « séparatisme » doit « conforter les principes républicains », mais en réalité elle traduit le souhait de l'Etat d'émanciper les musulmans malgré eux, sans eux et surtout contre eux. La France n'a pas rompu avec son histoire. L'assimilationnisme colonial est toujours de rigueur. Et l'arbitraire aussi : fermeture de lieux de culte et d'établissements scolaires, perquisitions humiliantes, enfants en garde à vue pour apologie du terrorisme présumée, etc. La répression est aveugle. Les musulmans, hommes, femmes, enfants, sont traités sans ménagement et désignés comme l'ennemi intérieur. Ils sont soumis à un état d'exception islamophobe.

En expulsant l'imam Hassan Iquioussen alors que celui-ci n'a jamais été ni jugé ni condamné pour les propos reprochés par le ministre de l'Intérieur, l'Etat français a franchi une nouvelle étape. L'arbitraire et le bon vouloir du prince peuvent frapper n'importe qui et à n'importe quel moment. Cet arbitraire révèle en réalité une évolution de l'Etat vers des formes dictatoriales plus directes qui ne visent pas seulement les musulmans. En témoignent les nombreuses dissolutions d'associations en vertu de cette loi séparatisme ». L'Etat sous Emmanuel Macron ne tolère plus l'exercice du jugement critique contre l'idéologie dominante. Critiquer la police, le sionisme ou l'islamophobie est criminel. La liberté d'expression devient criminelle. Cela a un nom : la dictature !

L'Etat français jette la suspicion sur les musulmans en France, mais il entretient de très bonnes relations avec les Etats musulmans qui n'hésitent pas à financer et promouvoir le terrorisme sous toutes ses formes contre les peuples. Business is business, on ferme les yeux sur les crimes commis par l'Arabie Saoudite dont le dirigeant n'hésite pas à découper en morceaux un opposant ou à massacrer le peuple yéménite... avec

des armes françaises.

On reçoit un Ben Salmane dont les mains sont tachées de sang mais on expulse un imam à qui la justice n'a rien reproché ! La dictature de l'argent et des affaires a toujours existé mais aujourd'hui elle s'exerce de manière plus officielle.

Le Comité Action Palestine condamne l'expulsion de l'imam Hassan Iquioussen et réaffirme que le principe de la liberté d'expression est un droit inaliénable de l'individu.

4 août 2022

« Pas nécessaire d'être juif pour être sioniste »

Comité Action Palestine, 20 juillet 2022

Joe Biden, l'actuel président des Etats Unis, vient de terminer sa première visite en Palestine depuis son élection, visite pendant laquelle il a successivement rencontré Yaïr Lapid, le premier ministre de l'entité coloniale et Mahmoud Abbas, le président de l'Autorité palestinienne.

Décevant ceux qui avaient imaginé une possible inflexion de la politique américaine au Proche Orient après l'ère Trump, il a mis les choses au clair dès son arrivée, en ré-affirmant son adhésion pleine et entière au sionisme et en déclarant « qu'il n'est pas nécessaire d'être juif pour être sioniste ».

Formule claire et limpide donnant une fois de plus raison au Comité Action Palestine qui énonce dans ses principes fondateurs que tous ceux qui soutiennent et collaborent à la politique coloniale juive en Palestine sont sionistes, quelle

que soit leur religion, nationalité et appartenance politique.

Lors de l'élection de Biden en 2020, le Comité Action Palestine titrait « Le nouveau Président américain : Israël d'abord ! ». Il soulignait que le processus colonial se poursuit depuis plus de 70 ans avec le soutien de la Maison blanche et que les Palestiniens savent bien qu'il n'y avait rien à attendre de l'administration américaine.

Hormis ce point et quelques lapsus troublants, Joe Biden est surtout venu rappeler à ceux qui voulaient l'entendre : « Israël toujours ! ». Ses déclarations étaient sans nul doute destinées à redonner le moral aux colons et aux dirigeants sionistes après les nombreux actes de résistance des Palestiniens au printemps 2022. Ses propos sur le déploiement de la 4G à Gaza et en Cisjordanie traduisent avant tout l'immense mépris envers les Palestiniens, de ceux qui se considèrent comme les maîtres du monde.

Les présidents américains peuvent se succéder, le peuple palestinien n'est pas dupe et sait que seule la lutte paye. Il libérera sa terre du joug colonial tôt ou tard. La Palestine est et demeurera une terre arabe !

Photo : Carlos Latuff
<https://twitter.com/latuffcartoons/status/1392611607327424512>